

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

21 JUIN 2011

Proposition de loi modifiant l'article 6, § 6, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR
M. CLAES

INTRODUCTION

La proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport a été déposée au Sénat par M. De Padt et Mme Désir le 7 avril 2011 (doc. Sénat, n° 5-941/1).

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

21 JUNI 2011

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6, § 6, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER CLAES

INLEIDING

Het wetsvoorstel dat in dit verslag wordt behandeld, werd op 7 april 2011 ingediend door de heer De Padt en mevrouw Désir (stuk Senaat, nr. 5-941/1).

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.
Hassan Bousetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Ludo Sannen, Guy Swennen, Frank Vandenbroucke.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Filip Dewinter, Anke Van dermeersch.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-941 - 2010/2011 :**

N° 1 : Proposition de loi de M. De Padt et Mme Désir.

N°s 2 et 3 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-941 - 2010/2011 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer De Padt en mevrouw Désir.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

La commission a examiné le projet au cours de ses réunions des 24 et 31 mai et du 21 juin 2011.

Exposé introductif de M. De Padt et Mme Désir, auteurs de la proposition de loi

M. De Padt part du constat que le législateur ne fait pas de distinction entre les citoyens lorsqu'il s'agit de recevoir et de renouveler la carte d'identité électronique (CIE). La loi prévoit que tout Belge âgé de douze ans accomplis doit être porteur d'une carte d'identité. La carte d'identité a une durée de validité de cinq ans à partir de la date de délivrance.

La présente proposition entend à la fois doubler la durée de validité des cartes d'identité délivrées à des Belges et instaurer la possibilité de délivrer une carte d'identité électronique à durée de validité illimitée aux personnes de septante-cinq ans et plus.

M. De Padt rappelle que les deux mesures avaient déjà été approuvées par le Conseil des ministres du 17 juillet 2009, à l'initiative du ministre pour l'Entreprise et la Simplification. La proposition de loi ne pose aucun problème sur le plan technique, ce que confirment d'ailleurs M. Vanneste, directeur général au SPF Intérieur, ainsi que la ministre de l'Intérieur.

La proposition de loi règle deux aspects :

Prolongation de la durée de validité de cinq à dix ans

Environ huit millions de Belges ont une carte d'identité électronique. La prolongation de la durée de validité des cartes d'identité s'inscrit pleinement dans le cadre des efforts déployés pour diminuer les charges administratives et financières des citoyens, alléger les tâches des communes et réaliser des économies substantielles. Pour les citoyens, la mesure représente une économie de 9,96 millions d'euros par an.

Validité illimitée pour les septante-cinq ans et plus

Pour la grande majorité des citoyens, le renouvellement de la carte d'identité n'est qu'une simple formalité, qui permet en outre aux autorités d'adapter les cartes aux dernières innovations techniques. Mais les choses sont beaucoup moins évidentes pour une catégorie très restreinte de la population qui est dans l'incapacité physique ou mentale de donner suite concrètement à la convocation envoyée par la commune dans le cadre de la procédure de renouvellement de la carte d'identité électronique. C'est la raison pour laquelle les citoyens âgés de septante-cinq ans et plus

De commissie heeft het voorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 24 en 31 mei en 21 juni 2011.

Inleidende uiteenzetting door de heer De Padt en mevrouw Désir, indieners van het wetsvoorstel

De heer De Padt vertrekt vanuit de vaststelling dat de wetgever geen onderscheid maakt tussen de burgers wanneer het gaat om het ontvangen en het vernieuwen van de elektronische identiteitskaart (eID). De wet bepaalt dat elke Belg, ouder dan twaalf jaar, over een identiteitskaart moet beschikken. Dit identiteitsbewijs is vijf jaar geldig vanaf de datum van afgifte.

De indieners willen met dit wetsvoorstel zowel de geldigheidsduur van de identiteitskaarten voor Belgen verdubbelen als een eID met onbeperkte geldigheid voor vijfenzeventigplussers mogelijk maken.

De heer De Padt herinnert er aan dat beide maatregelen reeds eerder, op de Ministerraad van 17 juli 2009, werden goedgekeurd op initiatief van de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen. Op technisch vlak vormt het wetsvoorstel geen enkel probleem, wat overigens werd bevestigd door de heer Vanneste, directeur generaal bij de FOD Binnenlandse zaken en door de minister van Binnenlandse zaken.

Het wetsvoorstel regelt twee aspecten :

De verlenging van de geldigheidsduur van vijf tot tien jaar

Ongeveer acht miljoen Belgen beschikken over een elektronische identiteitskaart. De verlenging van de geldigheidsduur van de identiteitskaarten past volledig in het kader van de inspanningen om de administratieve en financiële lasten voor de burgers te verminderen, de taken van de gemeenten te beperken en efficiënte winsten te realiseren. De maatregel betekent een besparing voor de burgers van 9,96 miljoen euro per jaar.

Onbeperkte geldigheid voor vijfenzeventigplussers

De vernieuwing van de identiteitskaart is voor het gros van de mensen slechts een formaliteit en geeft de overheden de kans deze aan te passen aan de meest recente technische mogelijkheden. Voor een zeer selecte groep uit de samenleving is dit echter heel wat minder evident aangezien ze niet meer fysiek of mentaal in staat zijn om zelf gevolg te geven aan de oproepingsbrief van de gemeente in het kader van de vernieuwingsprocedure van de eID. Daarom zullen burgers vanaf de leeftijd van vijfenzeventig jaar — een groep die bestaat uit meer dan 950 000 personen

— soit un groupe de plus de 950 000 personnes
 — pourront dorénavant choisir entre une carte d'identité électronique renouvelable tous les dix ans et une carte d'identité électronique à durée de validité illimitée.

Lorsque la carte d'identité n'était pas encore électronique, les personnes de septante-cinq ans et plus n'étaient pas obligées de la faire prolonger. Elle avait en effet une durée de validité illimitée (arrêté royal du 3 mai 2003 modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 2001). Cette exception a été maintenue durant la période de transition vers la carte d'identité électronique (de 2007 à 2009). À l'époque, les seniors ne devaient être en possession d'une carte électronique qu'en cas de perte ou de vol de leur ancienne carte ou lorsqu'ils voyageaient régulièrement. Toutefois, cette exception a été totalement supprimée en 2009 lorsque les anciennes cartes d'identité — non électroniques — sont devenues caduques, si bien que depuis le 1^{er} janvier 2010, les personnes de septante-cinq ans et plus sont aussi tenues de posséder une carte d'identité électronique et de la faire renouveler tous les cinq ans.

Pour les personnes très âgées, qui résident pour la plupart en maison de repos, plusieurs procédures ont été prévues pour faciliter au maximum le renouvellement de la carte d'identité. Ainsi, un membre de la famille ou une autre personne de confiance (généralement un membre du personnel de la maison de repos), muni d'une procuration et d'un certificat médical au nom de la personne âgée, peut se rendre à la commune pour demander la nouvelle carte. Ensuite, un employé de la commune se rend chez la personne très âgée pour régler les dernières formalités.

Bien qu'en soi, la procédure soit assez claire, il s'agit d'une tâche (administrative) qui repose souvent sur les épaules du personnel soignant des maisons de repos. Il est de notoriété publique que ces établissements sont souvent confrontés à un manque d'effectif. Par conséquent, si l'on pouvait éviter au personnel soignant de devoir se rendre jusqu'à deux reprises à la commune à chaque renouvellement de carte d'identité, on lui permettrait de se consacrer à l'essentiel de son travail. D'autant que les personnes très âgées n'emploient plus ou pratiquement plus leur carte d'identité, puisqu'elles n'utilisent pas la carte d'identité électronique pour effectuer des transactions bancaires, pour voyager, etc. En outre, la maison de repos dispose de toutes les informations nécessaires sur leurs résidents.

Étant donné que tous les citoyens, y compris les personnes de septante-cinq ans et plus, sont aujourd'hui censés être en possession d'une carte d'identité électronique, l'obligation de renouvellement quinquennal imposée aux personnes de septante-cinq ans et plus est une mesure dépassée.

— voortaan de keuze krijgen om hun eID om de tien jaar te vernieuwen of te opteren voor een eID met onbeperkte geldigheidsduur.

Ten tijde van de oorspronkelijke identiteitskaart waren vijfenzeventigplussers niet verplicht hun identiteitsbewijs te laten verlengen. Ze bleef namelijk onbeperkt geldig (koninklijk besluit van 3 mei 2003 tot wijziging van koninklijk besluit van 4 juli 2001). Ook in de overgangperiode naar de eID (2007 tot 2009) bleef deze uitzondering gelden voor de vijfenzeventigplussers. De senioren dienden toen enkel ingeval van verlies of diefstal van hun oude kaart of bij regelmatig reizen in het bezit te zijn van een elektronische kaart. Deze uitzondering verviel echter volledig in 2009 toen de oude, niet-elektronische identiteitskaarten vervielen, waardoor ook vijfenzeventigplussers sinds 1 januari 2010 verplicht zijn een elektronische identiteitskaart te bezitten en die vijfjaarlijks te vernieuwen.

Voor hoogbejaarden — veelal bewoners in een rusthuis — bestaan een aantal procedures om de vernieuwing van de identiteitskaart zo vlot mogelijk te laten verlopen. Zo is het bijvoorbeeld mogelijk dat een familielid of een andere vertrouwenspersoon (veelal iemand van het rusthuispersoneel), mits hij in het bezit is van een volmacht en doktersattest van de bejaarde, de verplaatsing maakt naar de gemeentediensten om de nieuwe kaart aan te vragen. Vervolgens komt een bediende van de gemeente naar de hoogbejaarde persoon toe om de verdere afhandeling te verzorgen.

Hoewel de procedure op zich vrij duidelijk is, is dit een administratieve taak die vaak op de schouders valt van het verzorgend personeel in de rusthuizen. Het is algemeen geweten dat het rusthuispersoneel in veel gevallen te kampen heeft met personeelstekorten. Het zou daarom heel wat tijd vrijmaken voor de basistaken van het verzorgend personeel wanneer het niet telkens tot tweemaal toe naar de stadsdiensten zou moeten gaan bij elke vernieuwing van de identiteitskaart. Vooral omdat hoogbejaarden de identiteitskaart weinig of niet meer gebruiken, aangezien deze specifieke leeftijdscategorie de eID niet gebruiken om bankzaken te verrichten, te reizen en dergelijke meer. Bovendien beschikt het rusthuis over alle nodige informatie over hun bewoners.

Door het feit dat alle burgers — de vijfenzeventigplussers inclusief — geacht worden ondertussen in het bezit te zijn van een elektronische identiteitskaart is de verplichting tot vijfjaarlijkse hernieuwing voor vijfenzeventigplussers een achterhaalde maatregel.

La présente proposition entend dès lors assouplir la procédure pour ce groupe cible spécifique. M. De Padt souligne que les mesures envisagées s'adressent aux personnes qui sont dans l'incapacité physique ou mentale de procéder au renouvellement de leur carte d'identité. C'est pourquoi la procédure est assouplie en laissant la personne âgée faire son propre choix. Il est prévu à cet effet une possibilité de créer pour les personnes de septante-cinq ans et plus une carte d'identité ne mentionnant aucune date à la rubrique « valide du — au — », sous réserve des cas de remplacement prévus par l'article 5, § 1^{er}, 2^o à 6^o, de l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité, et sous réserve du cas où une personne qui appartient à cette catégorie d'âge, dont la carte d'identité est périmée, souhaite se rendre à l'étranger.

La date d'entrée en vigueur de la proposition de loi est portée au 1^{er} janvier 2013 afin que l'administration puisse préparer correctement les aspects techniques. D'aucuns relèvent d'ailleurs que le délai de cinq ans a surtout été promu par les producteurs de cartes d'identité. Il s'agit donc avant tout d'une opération commerciale.

Madame Désir précise qu'en qualité de co-auteur, elle a cosigné cette proposition car son double aspect apporte une réponse intéressante en termes de simplification administrative. Ceci vaut tant pour le citoyen que pour les pouvoirs locaux qui ont déjà une charge administrative très élevée. Pour les personnes de septante-cinq ans et plus, l'on se demande légitimement pour quelle raison elles sont encore contraintes de renouveler leur carte d'identité électronique. Ceci ne fait qu'engendrer du travail supplémentaire pour les maisons de repos.

DISCUSSION GÉNÉRALE

Monsieur Deprez déclare que son groupe soutient cette proposition qui a déjà fait l'objet d'une approbation en 2009 au sein du gouvernement de l'époque.

Les objectifs poursuivis sont en outre raisonnables et doivent faire l'objet d'un soutien général puisqu'ils visent une économie budgétaire et une simplification administrative pour les citoyens.

Il se demande toutefois s'il ne faut pas prévoir un régime différent pour les adolescents de douze ans et plus. C'est en effet un âge où la morphologie du visage change énormément. Le délai de dix ans est donc trop long au moment de la croissance et nécessite une correction technique de la loi proposée.

Concernant le dispositif de la proposition de loi, il se pose quelques questions sur la nécessité de prévoir

Met dit wetsvoorstel willen de indieners de procedure voor deze specifieke doelgroep versoepelen. De heer De Padt wijst er op dat deze maatregelen gericht is op de personen die fysiek of mentaal niet meer in de mogelijkheid verkeren om de vernieuwing van de identiteitskaart af te handelen. Daarom wordt de regeling versoepeld en wordt de keuze aan de bejaarde zelf gelaten door de mogelijkheid te voorzien om voor vijfenzeventigplussers een identiteitskaart te creëren waarop geen enkele datum wordt vermeld onder de rubriek « geldig van — tot — », met voorbehoud van de gevallen van vervanging waarin voorzien wordt in artikel 5, § 1, 2^o tot 6^o, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten en van het geval waarin een persoon die tot deze leeftijdscategorie behoort, van wie de geldigheid van de identiteitskaart verstreken is en die zich naar het buitenland wenst te begeven.

De ingangsdatum van het wetsvoorstel wordt gebracht op 1 januari 2013 zodat de administratie de technische aspecten goed voorbereiden. Sommigen wijzen er trouwens op dat de termijn van vijf jaar vooral werd gepromoot door de producenten van de identiteitskaarten. Het betreft dus vooral een commerciële operatie.

Mevrouw Désir verduidelijkt dat zij het voorstel mede heeft ondertekend omdat de twee maatregelen die erin vervat zijn, interessante oplossingen bieden op het vlak van administratieve vereenvoudiging. Dit geldt zowel voor de burgers als voor de lokale overheden die nu reeds met een zeer hoge administratieve werklast kampen. Terecht vraagt men zich af waarom vijfenzeventig-plussers nog verplicht zijn om hun elektronische identiteitskaart te laten vernieuwen. Dat brengt alleen maar bijkomend werk voor de rusthuizen met zich mee.

ALGEMENE BESPREKING

De heer Deprez verklaart dat zijn fractie instemt met het voorstel, dat reeds in 2009 door de toenmalige regering werd goedgekeurd.

De doelstellingen ervan zijn bovendien redelijk en zouden algemeen aanvaard moeten worden, aangezien zij zowel een budgettaire besparing als een administratieve vereenvoudiging voor de burgers beogen.

Hij vraagt zich echter af of er geen afzonderlijke regeling zou moeten worden getroffen voor tieners vanaf twaalf jaar. Op die leeftijd veranderen de gelaatstreken immers enorm. Een termijn van tien jaar tijdens deze groeifase is dus te lang, en een technische verbetering van het wetsvoorstel is op dit vlak vereist.

Wat het dispositief van het wetsvoorstel betreft, vraagt hij zich af of het nodig is om te bepalen dat een

que la personne de plus de septante-cinq ans doit renouveler sa carte d'identité en cas de changement de sexe. Le taux de probabilité de cette hypothèse lui semble peu élevé.

Le point 5° de l'alinéa 2 proposé dans l'article le surprend également « 5° lorsque le titulaire dont la carte d'identité est périmée souhaite se rendre à l'étranger; ». Il ne saisit pas le libellé de cette phrase dès lors qu'une carte d'identité périmée doit, par définition, toujours être renouvelée.

M. Depadt relève qu'il s'agit d'une disposition qui est reprise de la législation actuelle. Il est toutefois disposé à examiner les deux observations.

Monsieur Deprez revient également sur les points 2° et 3° de l'alinéa 2 proposé, évoquant l'obligation de renouvellement de la carte d'identité lorsque la photographie du titulaire n'est plus ressemblante et lorsque la carte est détériorée. Il imagine que cette hypothèse sera également applicable aux septante-cinq ans et plus. Il lui semble qu'à cet égard, il faudra prévoir une mesure pour les personnes âgées, même si elles bénéficient d'une carte d'identité à durée indéfinie et ce afin de vérifier ces deux paramètres. Peut-on imaginer une visite annuelle au commissariat de police ?

Monsieur Moureaux estime que cette appréciation doit rester personnelle et ne souhaite pas imposer une visite au commissariat de police. On peut imaginer qu'en cas de contrôle d'identité, un service de police impose un renouvellement de carte d'identité si celle-ci est détériorée ou si la photo n'est plus ressemblante.

Il partage le sentiment de M. Deprez sur la nécessité de prévoir un autre délai de renouvellement de la carte pour les adolescents.

De plus, s'il comprend le but d'une entrée en vigueur de la loi en 2013 pour la mesure de prolongation à dix ans, il n'en comprend pas l'utilité pour le cas des personnes âgées. Cette mesure pourrait entrer en vigueur plus tôt.

M. Claes déclare que son groupe soutient pleinement la proposition. Il se demande toutefois si la puce contenue dans la carte d'identité électronique peut rester opérationnelle pendant dix ans. Cela nécessite une vérification technique.

Pour le surplus, il est d'avis qu'un autre système doit être élaboré pour les jeunes. L'on pourrait prévoir que le délai de renouvellement est maintenu à cinq ans pour les jeunes de la tranche d'âge des douze-vingt-deux ans.

En sa qualité d'ancien assistant social à la ville de Louvain, il a effectivement été amené à entreprendre des démarches dans les maisons de repos en vue du renouvellement des cartes d'identité. Cela n'avait rien

vijfzeventigplusser zijn identiteitskaart moet vernieuwen wanneer hij van geslacht verandert. De kans lijkt hem klein dat dit geval zich zal voordoen.

Het 5° van het tweede lid van artikel 2 vindt hij ook verrassend: « wanneer de houder van wie de geldigheid van de identiteitskaart vervallen is, zich naar het buitenland wenst te begeven; ». Hij ziet het nut niet in van deze bepaling, aangezien een vervallen identiteitskaart altijd moet worden vernieuwd.

De heer De Padt merkt op dat dit een bepaling is die werd overgenomen uit de huidige wetgeving. Hij is wel bereid om beide opmerkingen te onderzoeken.

De heer Deprez komt ook terug op de punten 2° en 3° van het voorgestelde tweede lid, betreffende de verplichting om de identiteitskaart te vernieuwen wanneer de foto van de houder niet meer gelijkend is en wanneer de kaart beschadigd is. Hij veronderstelt dat deze verplichting ook geldt voor personen die vijftig jaar oud zijn of ouder. Hij meent dat er een specifieke maatregel voor deze personen nodig is om na te gaan of deze twee vereisten vervuld zijn, al beschikken zij over een identiteitskaart van onbepaalde duur. Is een jaarlijks bezoek aan het politiecommissariaat denkbaar ?

De heer Moureaux meent dat deze beoordeling persoonlijk moet blijven en dat een bezoek aan het politiecommissariaat niet moet worden opgelegd. Wel zou bij een identiteitscontrole een politiedienst een vernieuwing van de identiteitskaart kunnen eisen als zij beschadigd is of als de foto niet meer gelijkend is.

Hij is het met de heer Deprez eens over het feit dat voor tieners een andere vernieuwingstermijn van de kaart zou moeten gelden.

Bovendien begrijpt hij het doel van een inwerking-treding van de wet in 2013, met name wat betreft de verlenging van de geldigheidsduur tot tien jaar, maar hij ziet het nut er niet van in voor de ouderen. Voor hen zou de wet vroeger in werking kunnen treden.

De heer Claes stelt dat zijn fractie volledig achter het voorstel staat. Hij vraagt zich wel af of de chip in de elektronische identiteitskaart tien jaar operationeel kan blijven. Dit moet technisch onderzocht worden.

Voor het overige deelt hij de mening dat er voor de jongere mensen een ander systeem moet worden uitgewerkt. Men zou kunnen bepalen dat voor jongeren, de leeftijdsgroep tussen twaalf en tweeëntwintig jaar, de vernieuwingstermijn wordt behouden op vijf jaar.

Als voormalig sociaal assistent voor de stad Leuven, heeft hij inderdaad demarches moeten ondernemen in de rusthuizen om de identiteitskaarten te vernieuwen. Dit was niet evident en veroorzaakte veel

d'évident et c'était une importante source de tracasseries administratives. Il soutient donc pleinement l'idée d'une validité illimitée pour les septante-cinq ans et plus.

Mme Maes déclare que son groupe politique a une série d'observations techniques à propos de la règle générale du passage de cinq à dix ans. Les problèmes sont en effet légion pour ce qui est des puces des cartes d'identité actuelles. Elle ne tiennent déjà pas toujours le coup pendant cinq ans, si bien qu'une durée de validité de dix ans paraît donc techniquement irréalisable. Ce point serait à vérifier.

La deuxième observation porte sur le fait qu'une durée de validité de dix ans augmente le risque de fraude, étant donné que le système reste plus longtemps inchangé.

D'un autre côté, une amélioration technologique ne pourra pas être mise en œuvre à bref délai eu égard à la longueur de la durée de validité. Ce point est également à examiner de plus près.

Madame Niessen se pose la question de la limite d'âge à septante-cinq ans. Pourquoi avoir choisi cet âge? Il y a des personnes de moins de septante-cinq ans qui se retrouvent déjà en maison de repos et qui sont confrontées aux mêmes difficultés.

Une seconde remarque concerne le fait que si l'on modifie l'inspection des données et les conditions de délivrance de la carte d'identité, il faut consulter la commission pour la protection de la vie privée et le comité sectoriel du registre national. Elle souhaite qu'un avis écrit soit sollicité auprès de ces instances.

Une troisième question concerne la *Kid-ID*. Il y aurait lieu d'introduire dans la proposition de loi des dispositions relatives à cette carte pour les enfants. En effet, les familles se voient confrontées à des coûts très élevés pour ces cartes d'identité alors que leur usage est exceptionnel. De plus, la puce électronique ne présente aucun intérêt pour de si jeunes enfants.

La commission estime qu'il n'est pas utile de consulter la commission pour la protection de la vie privée.

La ministre de l'Intérieur, Mme Turtelboom, commente brièvement la proposition de loi.

Elle constate tout d'abord que, sous la précédente législature, son prédécesseur M. De Padt a soumis au gouvernement le projet visant à porter la durée de validité de la carte d'identité de cinq à dix ans.

administratieve rompslomp. Hij steunt dus volledig een onbeperkte geldigheid voor vijfenzeventigplussers.

Mevrouw Maes stelt dat haar fractie een aantal technische bedenkingen heeft bij de algemene regel houdende de overgang van vijf naar tien jaar. Er zijn op dit ogenblik reeds veel problemen met de chips van de huidige identiteitskaarten. Zij houden het nu al geen vijf jaar uit, een geldigheidsduur van tien jaar lijkt dus technisch niet haalbaar. Dit zou moeten onderzocht worden.

Een tweede bedenking is dat een verlenging tot tien jaar ook de kans op fraude verhoogt omdat het systeem langer hetzelfde blijft.

A contrario kan een verbetering van de technologie ook minder snel geïmplementeerd worden, gelet op de langdurige termijn. Ook dit moet onderzocht worden.

Mevrouw Niessen heeft vragen bij de leeftijdsgrens van vijfenzeventig jaar. Waarom precies die leeftijd? Er zijn personen in rusthuizen die jonger zijn en die dezelfde problemen ondervinden.

Een tweede opmerking betreft het feit dat de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het sectoraal comité van het Rijksregister moeten worden geraadpleegd voor het wijzigen van de gegevensinspectie en van de regels met betrekking tot de uitreiking van de identiteitskaart. Zij wenst dat een schriftelijk advies aan deze instanties wordt gevraagd.

Een derde opmerking betreft de *Kid-ID*. Het wetsvoorstel zou bepalingen moeten bevatten over deze kaart voor kinderen. Families moeten immers hoge prijzen betalen voor deze identiteitskaarten, terwijl het gebruik ervan uitzonderlijk is. Bovendien is de elektronische chip nutteloos voor kinderen van die leeftijd.

De commissie oordeelt dat het niet nodig is om de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te raadplegen.

De minister van Binnenlandse Zaken, mevrouw Turtelboom, geeft een beknopt commentaar op het wetsvoorstel.

Zij begint met de vaststelling dat de heer De Padt, als haar voorganger op Binnenlandse zaken, het project om de geldigheidsduur van de elektronische identiteitskaart van vijf naar tien jaar te brengen, tijdens de vorige legislatuur reeds aan de regering heeft voorgelegd.

Ce projet a unanimement été considéré comme une mesure positive pour le citoyen. Le 17 juillet 2009 — juste avant que l'intervenante ne devienne ministre de l'Intérieur — l'avant-projet de loi correspondant à la proposition de loi à l'examen a été approuvé par le gouvernement et il a ensuite reçu également un avis favorable du Conseil d'État.

Le projet de loi était donc prêt à être déposé au Parlement après le congé parlementaire de 2009. L'administration de la ministre a entamé les négociations avec les divers partenaires contractuels externes (ZETES, STERIA et CERTIPOST), mais la discussion s'est avérée plus ardue que prévu avec certains de ceux-ci.

Comme la ministre jugeait nécessaire de pouvoir dire avec certitude au Parlement quand le citoyen aurait sa carte d'identité électronique d'une durée de validité de dix ans, elle a attendu le résultat de ces négociations. Elle sera ainsi en mesure d'indiquer avec précision dans un arrêté ministériel quand la loi entrera en vigueur. La conséquence de ces négociations parfois difficiles est cependant que les commandes nécessaires ont été passées plus tard que prévu initialement.

Comme chacun des partenaires externes gère un aspect différent de la carte d'identité électronique, il faut que leurs calendriers respectifs convergent à un moment donné. La nouvelle carte d'identité électronique valable dix ans devra effectivement intégrer avec succès plusieurs aspects différents. Voilà pourquoi le projet de loi n'a pas encore été déposé à ce jour.

La carte d'identité électronique permet au citoyen de s'identifier d'une manière à la fois sûre et dénuée d'ambiguïté. La procédure dite d'authentification lui permet non seulement de communiquer de manière sécurisée sur la toile avec des autorités publiques ou des personnes privées, mais aussi d'effectuer en ligne toutes sortes de transactions à caractère commercial ou non du fait qu'il peut désormais signer des documents électroniquement. La signature électronique sécurisée a en effet la même portée que la signature conventionnelle.

La possibilité actuelle d'utiliser la carte d'identité électronique comme moyen d'identification sécurisé dans un environnement électronique devait dès lors rester garantie dans le nouveau contexte d'une durée de validité de dix ans.

La durée de validité actuelle de cinq ans n'était pas un choix politique. Dans la plupart des États membres de l'UE, la carte d'identité nationale a une durée de validité de dix ans. Le fait que la carte d'identité belge soit non pas une carte d'identité ordinaire, mais une carte d'identité électronique offrant de nombreuses possibilités, implique certaines réalisations techniques. Ce sont précisément des considérations liées à la

Het project werd door iedereen beschouwd als een positieve maatregel voor de burger. Op 17 juli 2009 — net voor haar aantreden als minister van Binnenlandse Zaken — heeft de regering het huidig wetsvoorstel, als voorontwerp van wet goedgekeurd en het kreeg daarna ook een gunstig advies van de Raad van State.

Het wetsontwerp was dus klaar om na het parlementair reces van 2009 bij het Parlement te worden ingediend. Onderhandelingen werden door haar administratie met de verschillende contractuele externe partners (ZETES, STERIA en CERTIPOST) aangevat. Met sommige partners bleken deze evenwel moeilijker dan verwacht.

Aangezien de minister het noodzakelijk achtte, het Parlement met zekerheid te kunnen zeggen wanneer de burger precies zijn elektronische identiteitskaart van tien jaar op zak zou hebben, heeft zij het resultaat van deze onderhandelingen afgewacht. Zo kan zij bij ministerieel besluit precies aangeven wanneer de wet in werking treedt. Het gevolg van deze soms moeilijke onderhandelingen, was wel dat de nodige bestellingen later werden geplaatst dan initieel gepland.

Aangezien elk van de externe partners een verschillend aspect van de elektronische identiteitskaart beheerst, is het echter noodzakelijk dat hun respectievelijke tijdslijnen op een bepaald moment convergeren. De nieuwe eID van tien jaar moet immers de verschillende aspecten succesvol integreren. Dit is de reden waarom het wetsontwerp tot op heden niet werd ingediend.

De elektronische identiteitskaart maakt het voor de burger mogelijk zich op een veilige en ondubbelzinnige manier te identificeren. Deze zogenaamde «authentificatie» laat hem niet alleen toe veilig op Internet te communiceren met zowel publieke overheden als privé- personen, maar ook allerhande, — al dan niet commerciële — transacties *on line* af te sluiten omdat hij voortaan ook documenten elektronisch kan ondertekenen. De veilige elektronische handtekening heeft immers dezelfde juridische waarde als de gewone handtekening.

De huidige mogelijkheid om de eID te gebruiken als een veilig identificatie-middel in een elektronische omgeving, diende dan ook in de nieuwe context van een geldigheidsduur van tien jaar van de eID, gewaarborgd te blijven.

De huidige geldigheidsduur van vijf jaar van de elektronische identiteitskaart, was geen politieke keuze. De nationale identiteitskaart heeft in de meeste EU-lidstaten een geldigheidsduur van tien jaar. Het feit dat onze identiteitskaart geen gewone maar een elektronische identiteitskaart is, die tal van mogelijkheden biedt, houdt wel een aantal technische realisaties in. Het zijn precies overwegingen die verband

prévention des fraudes et à la protection des données à caractère personnel qui ont justifié à l'époque la nécessité de limiter à cinq ans la durée de validité de la carte d'identité électronique.

L'on a ensuite analysé l'impact de la prolongation de la durée de validité de la carte du point de vue de la sécurité intrinsèque et l'on a recueilli l'avis de COSIC, la cellule « *Computer Security and Industrial Cryptography* » de la faculté des sciences appliquées de la KUL. À l'issue de leur analyse, les experts sont arrivés à la conclusion qu'il est possible de porter la durée de validité de la carte d'identité de cinq à dix ans à condition de tenir compte des points suivants :

— la qualité des algorithmes cryptographiques et des longueurs de clé corollaires utilisés par la carte d'identité électronique;

— la capacité de la puce dont est équipée la carte d'identité électronique de générer et d'utiliser des nouvelles paires de clés de longueurs diverses;

— la résistance aux attaques par canal auxiliaire, de la puce dont la carte d'identité électronique est équipée et qui calcule les signatures.

Ce sont précisément ces points qui doivent être réalisés par les partenaires externes. La nouvelle carte valable dix ans devrait être réalisée pour la fin 2012.

Si la commission adopte la proposition de loi à l'examen, elle devra tenir compte de cette réalité « technique ». L'adaptation et la mise à jour des divers aspects sécuritaires liés à une carte électronique valable dix ans prendront un certain temps.

Il ne faut cependant pas perdre de vue l'importance pour la Belgique de conserver dans cette matière sa crédibilité et son rôle de pionnier au niveau international. Notre carte d'identité électronique est en effet considérée par les États membres comme étant la carte électronique sécurisée par excellence qui permet de prévenir les fraudes à l'identité, tout en s'inscrivant parfaitement dans le cadre des nouvelles évolutions technologiques au sein de la société, comme l'utilisation de plus en plus répandue de l'Internet. Il ne faut pas laisser se perdre ce crédit international...

DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article est adopté sans autre discussion à l'unanimité des 12 membres présents.

houden met de fraudepreventie en de bescherming van persoonlijke gegevens die destijds de noodzaak hebben gerechtvaardigd om de geldigheidsduur van de elektronische kaart te beperken tot vijf jaar.

Vervolgens werd de impact van de verlenging van de geldigheidsduur van de kaart vanuit het oogpunt van de intrinsieke veiligheid geanalyseerd en er werden adviezen ingewonnen bij COSIC, het « *Computer Security and Industrial Cryptography* » van de Faculteit Toegepaste Wetenschappen van de KUL. Na afloop van hun analyse zijn de deskundigen tot de conclusie gekomen dat het mogelijk is om de geldigheidsduur van de identiteitskaart van vijf op tien jaar te brengen op voorwaarde dat er rekening wordt gehouden met de volgende punten :

— de kwaliteit van de cryptografische algoritmen en de bijhorende sleutellengtes die de elektronische identiteitskaart ondersteunen;

— de mogelijkheid van de chip die zich op de elektronische identiteitskaart bevindt om nieuwe sleutelparen te genereren en te gebruiken met verschillende sleutellengtes;

— de resistentie van de chip op de elektronische identiteitskaart die de handtekeningen berekent, tegen de gekende nevenkanaalaanvallen.

Het zijn precies deze punten die door de externe partners dienen te worden gerealiseerd. Eind 2012 zou de nieuwe kaart met een geldigheidsduur van tien jaar moeten gerealiseerd zijn.

De commissie zal, wanneer zij dit wetsvoorstel goedkeurt, deze « technische » realiteit in acht moeten nemen. De aanpassing en update van de verschillende veiligheidsaspecten verbonden aan een elektronische kaart van tien jaar zullen een zekere tijd in beslag nemen.

Men mag daarbij echter niet vergeten dat het belangrijk is dat België zijn geloofwaardigheid en zijn internationale voortrekkersrol in deze materie behoudt. Onze elektronische kaart staat immers model in de lidstaten als de beveiligde elektronische kaart bij uitstek die identiteitsfraude kan voorkomen en die zich volledig inschrijft in de nieuwe technologische evoluties binnen de maatschappij, waaronder het alsmaar verhoogd Internetgebruik. Dit internationaal krediet mag niet verloren gaan...

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Art. 2

Compte tenu des observations techniques de la ministre, M. De Padt dépose un amendement (amendement n° 1, doc. Sénat, n° 5-941/2) visant à limiter la proposition de loi aux dispositions concernant la durée de validité, envisagée à dix ans. Les autres éléments, soit les règles spécifiques applicables aux adolescents et aux personnes âgées de septante-cinq ans et plus, sont confiés au Roi.

M. De Padt dépose un amendement n° 3 visant à remplacer l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-941/2).

L'actuel article 6, § 6, de la loi du 19 juillet 1991 règle en effet aussi la durée de validité des cartes d'étranger. Si l'on se borne à régler la durée de validité des seules cartes d'identité, celle des cartes d'étranger n'est alors plus réglée par aucune disposition légale. C'est pourquoi il retire l'amendement n° 1 et propose dans l'amendement n° 3 de porter à dix ans au maximum la durée de validité des cartes d'identité et des cartes d'étrangers.

L'amendement n° 3 et l'article ainsi amendé sont successivement adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

Art. 3

Pour être sûr que la proposition de loi à l'examen entrera en vigueur lorsque toutes les garanties techniques auront pu être données, M. De Padt propose, par voie d'amendement (amendement n° 2, doc. Sénat, n° 5-941/2), que ce soit le Roi qui fixe la date d'entrée en vigueur par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

L'amendement n° 2 et l'article ainsi amendé sont successivement adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur,
Dirk CLAES.

Le président,
Philippe MOUREAUX.

Art. 2

Rekening houdend met de technische opmerkingen van de minister dient de heer De padt een amendement in (amendement nr. 1, stuk Senaat 5-941/2) dat het wetsvoorstel beperkt tot de beoogde geldigheidsduur van tien jaar. De andere elementen, de specifieke regeling voor adolescenten en vijfenzeventigplussers worden toevertrouwd aan de Koning.

De heer De Padt dient een amendement nr. 3 ter vervanging van amendement nr. 1 (stuk Senaat nr. 5-941/2).

Het huidige artikel 6, § 6, van de wet van 19 juli 1991 regelt immers ook de geldigheidsduur van de vreemdelingenkaarten. Als er enkel de geldigheidsduur van de identiteitskaarten wordt geregeld dan is er geen wettelijke bepaling meer voor de geldigheidsduur van de vreemdelingenkaarten. Om die reden trekt hij amendement nr. 1 in en stelt in amendement nr. 3 voor om de geldigheidsduur van zowel de identiteitskaarten en vreemdelingenkaarten op maximaal tien jaar te brengen.

Het amendement nr. 3 en het aldus geamendeerde artikel worden telkens eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Art. 3

Om er zeker van te zijn dat dit wetsvoorstel in werking treedt als alle technische waarborgen kunnen gegeven worden, stelt de heer De Padt bij amendement voor (amendement nr. 2, St. Senaat 5-941/2) de inwerkingtreding toe te vertrouwen aan de Koning, na overleg in de Ministerraad.

Het amendement nr. 2 en het aldus geamendeerde artikel worden telkens eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het geheel van het aldus geamendeerde wetsvoorstel wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Dit verslag eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Dirk CLAES.

De voorzitter,
Philippe MOUREAUX.